# Red Tabara lance la "résistance" à un an des élections au Burundi

Deutsche Welle,Â 23.10.2019 Le groupe de l'opposition armÃ©e a revendiquÃ© une attaque dans la province de Bubanza qui a fait au moins une dizaine de morts. Un mauvais signe pour le processus en vue des Ã©lections gÃ©nÃ©rales en 2020 au Burundi.

Le groupe Red Tabara dont les experts situent la base de repli dans le territoire congolais voisin, a revendiquÃ© une attaque mardi (22 octobre)Â dans la province burundaise de Bubanza.Â Au lendemain des affrontements qui ont Ã©tÃ© visiblement violents, le gouverneur de la province de Bubanza assure que le calme est de retour. Bubanza, c'est dans cette province du Burundi, non loin de la frontiÃ¨re avec la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo, que les faits se sont dÃ©roulÃ©s. Des informations relayÃ©es par l'Agence France Presse indiquent qu'une centaine de combattants portant des uniformes de l'armÃ©e et de la police burundaises se sont introduits dans la province et ont d'abord pris en otage une vingtaine de civils avant de les relÃ¢cher quelques heures aprÃ¨s. D'autres sources rÃ©vÃ¨lent que les combats ont fait fuir de nombreux habitants. Mais pour le gouverneur TÃ©rence Butoyi,Â "le calme est total. Maintenant Ã§a va ! Tout le monde est Ã  la maison. Ils n'ont pas fui ! Juste le temps que les chicaneries passent, ils (les habitants) n'ont pas fui, ils ont pris quelques cinq minutes pour revenir !" Bilans contradictoires Aucune communication officielle de la part du gouvernement burundais dont le porte-parole Prosper Ntahorwamiye s'est refusÃ© Ã  tout commentaire. Mardi dans un tweet, le ministÃ¨re de la sÃ©curitÃ© a publiÃ© un bilan de 14 morts cÃ´tÃ©Â rebelles et indique avoir saisi 11 fusils. Selon le ministÃ¨re, le groupe armÃ© avait l'intention de rÃ©Ã©diter le carnage de Ruhagarika. En mai 2018 en effet, une attaque dans cette localitÃ© de laÂ province de Cibitoke avait fait 26 morts. Attaque que la commission nationale indÃ©pendante des droits de l'homme avait attribuÃ©e Ã  un groupe armÃ© en provenance du territoire congolais. Des Ã©lections dans unÂ an Les affrontements de mardiÂ surviennent alors que le Burundi s'apprÃªte Ã  se lancer dans le processus Ã©lectoral devant conduireÂ Ã  des lÃ©gislatives, sÃ©natoriales, locales et une prÃ©sidentielle en mai, juillet et aoÃ»t 2020. Un mauvais signe selon l'universitaire congolais Bosco Muchukiwa, spÃ©cialiste de sociologie des conflits Ã  Bukavu. Cela prÃ©sente dit-il, une menaceÂ "pas seulement au BurundiÂ ! C'est aussi une menace pour la RD Congo, pour le Rwanda et le Burundi. Le moment oÃ¹ ces attaques commencent, c'est fort probable que ces mouvements aient comme objectif de dÃ©stabiliser le processus Ã©lectoral au Burundi. Pour moi, c'est une forte menace qui nÃ©cessite que les pays de la rÃ©gion des Grands Lacs se retrouvent et dÃ©veloppent une diplomatie prÃ©ventive pour maintenir la paix entre les trois pays". Opposition armÃ©e Le groupe armÃ© Red Tabara est l'un des plus farouches de l'opposition armÃ©e au prÃ©sident Pierre Nkurunziza. Le groupe de dÃ©fense des droits de l'homme Human Rights Watch est montÃ© mercredi (23 octobre) au crÃ©neau pour exiger la libÃ©ration d'un groupe de journalistes arrÃªtÃ©s alors qu'ils partaient Ã  Bubanza dans le cadre de la couverture des affrontements. "Christine Kamikazi, AgnÃ¨s Ndirubusa, Egide Harerimana et TÃ©rence Mpozenzi â€“ et leur chauffeur ont Ã©tÃ arrÃªtÃ©s Ã  Musigati vers midi et sont actuellement dÃ©tenus au poste de police de Bubanza", indique HRW qui prÃ©cise dans son communiquÃ©, que le 23 octobre, ces journalistes avaient Ã©tÃ© interrogÃ©s par un officier de police judiciaire en prÃ©sence de leur avocat. Selon le groupe de presse Iwacu qui les emploie, ils nâ€™avaient pas encore Ã©tÃ© inculpÃ©s.